Burundi : L'opposition vent debout contre le projet de révision constitutionnelle

Deutsche Welle, 16.11.2017
 Révision de la constitution: l'opposition burundaise dit Stop Au Burundi, l'opposition est en alerte face au projet de révision de la constitution. Elle a saisi la communauté régionale et internationale dans une lettre ouverte et s'inquiète d'un risque "probable" de génocide. [Photo : Thacien Sibomana, le porte-parole du courant de réhabilitation du parti UPRONA, aile non-reconnue par le pouvoir.]

La semaine dernière, la coalition "Amizero y'abarundi", qui réunit trois partis d'opposition, a lancé un appel au médiateur dans la crise burundaise, à la Communauté est-africaine ainsi qu'à l'Union africaine et aux Nations unies afin que ceux-ci aident à bloquer le projet de révision de la constitution qui prévoit un mandat présidentiel illimité. Craintes de l'opposition "Alerte internationale sur une entreprise politique dangereuse de révision constitutionnelle au Burundi" : c'est l'intitulé de la lettre envoyée à la Communauté est-africaine. Selon ses détracteurs, le projet enterme la démocratie consensuelle et la révision en cours de la constitution requiert un consensus sociopolitique. Mandat illimité, présidence à vie? "Il serait hasardeux et dangereux pour le Burundi de réviser cette constitution sans un minimum de consensus entre les forces politiques et sociales du Burundi. Ça peut même ouvrir la porte à des génocides. Ceci est matérialisé par la remise en cause des quorums de vote des lois à l'Assemblée nationale et au Sénat. L'autre objectif recherché c'est d'institutionnaliser les mandats présidentiels illimités. Le président actuel risque d'être président à vie" explique Thacien Sibomana, le porte-parole du parti UPRONA récusé, un des signataires de l'alerte. La personnalité de Pierre Nkurunziza et la question des mandats présidentiels sont au cœur des préoccupations. "Le problème n'est pas d'affronter Nkurunziza. S'il y a une élection libre et démocratique, le bilan négatif de toutes ces années sous sa présidence ne suffit pas pour le démolir. Nul ne devrait avoir peur de Nkurunziza. Seulement, s'il est déposé, il se maintiendra mordicus, le risque serait qu'on n'ait pas droit à une élection démocratique. Et si les gens pouvaient réellement mener leur campagne, nul ne pourrait avoir peur de qui que ce soit" soutient Agathon Rwasa, le président de la coalition récusée "Amizero y'abarundi". En attente d'une réponse de l'EAC Sans avoir encore donné de réponse à l'alerte, la Communauté est-africaine promet une prochaine session de dialogue à Arusha pour discuter de la question. La révision de la loi fondamentale a échoué fin 2014 à l'Assemblée nationale, le quorum n'ayant pas été atteint. Le projet a donc pris du retard, affirme Gaston Sindimwo, le premier vice-président de la République qui banalise l'alerte. "Ça c'est une aberration ! Nkurunziza c'est le président de la République issu du CNDD-FDD. Est ce que vous savez si le CNDD-FDD va proposer Nkurunziza ? Vous voulez créer des problèmes où il n'y en a pas. Le CNDD-FDD pourrait décider que pour gagner il faut un tel ou un tel autre ! Il faut donc aligner le candidat capable de pouvoir battre Nkurunziza et les autres" conclut le vice-président du Burundi. Le projet de révision constitutionnelle en cours devrait être soumis à un référendum populaire, probablement en février 2018.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});